



Cahier des Clauses Particulières

Marché Public de Services

**Prestations de surveillance des examens organisés par la Direction de
l'Enseignement de Télécom Paris**

25 TPT 002 M

PREAMBULE.....	3
1. OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Décomposition en lots.....	4
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3 DELAI D’EXECUTION	4
4 PRESTATIONS & CONDITIONS D’EXECUTION.....	4
4.1 Descriptif des prestations	4
4.1.1 Calendrier prévisionnel.....	4
4.1.2 Déroulement d’un contrôle de connaissances	5
4.1.3 Descriptif des modalités de coordination avec l’entreprise pour la réalisation des prestations	5
4.1.4 Planification prévisionnelle annuelle.....	6
4.2 Conditions d’exécution des prestations	7
4.2.1 Bons de commande	7
4.2.2 Lieu de livraison ou de réalisation	7
4.3 Vérification et admission des prestations	7
4.3.1 Vérifications quantitatives.....	7
4.3.2 Vérifications qualitatives	7
4.3.3 Opérations de vérifications	7
4.3.4 Décisions après vérification	8
5 MODALITES DE REGLEMENT ET DE VARIATION DES PRIX.....	8
5.1 Modalités de règlement des comptes	8
5.1.1 Présentation des factures et modalités de transmission des factures.....	8
5.1.2 Adresse de facturation	9
5.1.3 Délais de paiement	9
5.1.4 Intérêts moratoires.....	9
5.1.5 Service chargé de paiement	9
5.2 Variation des prix.....	9
6 AVANCE	10
7 PENALITES.....	10
8 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	10
9 ASSURANCE	11
10 RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE	11
10.1 Résiliation	11
10.2 Litige	11
10.3 Election de domicile	11
11 DEROGATION	11

PREAMBULE

Télécom Paris est une grande école du top 4 des écoles d'ingénieurs généralistes françaises. L'École forme ses diplômés à « Innover et entreprendre dans un monde désormais numérique ». Fondée en 1878, Télécom Paris insère aujourd'hui ses diplômés dans tous les secteurs d'activités et est considérée comme la première grande école d'ingénieurs du numérique.

Avec des enseignements d'excellence et une pédagogie innovante, Télécom Paris est au cœur d'un écosystème d'innovation unique fondé sur l'interaction et la transversalité de sa formation, son centre de recherche et ses deux incubateurs d'entreprises. Évaluée Reconnue comme une unité phare de recherche dans le domaine des sciences du numérique par l'HCERES et labellisée Carnot Télécom & Société numérique, sa recherche couvre tout le champ du numérique et présente 6 axes d'expertise au niveau européen : Science des données et Intelligence artificielle, très grands réseaux et systèmes, Confiance numérique, Design - interactions - perception (réel-virtuel), Modélisation mathématique, Innovation numérique.

Membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris, école de l'IMT (Institut Mines-Télécom), Télécom Paris est la première grande école d'ingénieurs sur le numérique.

Le lieu d'exécution de la prestation est situé à l'adresse suivante :

19 Place Marguerite Perey
91120 Palaiseau

C'est un bâtiment neuf d'un seul tenant d'une surface au sol de 18 633 m² et de 27 000 m² de surface utile répartis sur un sous-sol et 7 niveaux, le tout découpé en 18 parties.

Description du bâtiment :

Destination de l'ouvrage : Enseignement - Recherche - Bureaux

Nombre de niveaux : 6 niveaux (bâtiment en R+5) construits sur un sous-sol.

Classement du bâtiment : ERP (et Code du travail pour les locaux techniques et à risques particuliers non accessibles au public).

Classement majoritaire : ERP de 1ère catégorie de type R (enseignement) avec des activités

Complémentaires de type L (amphithéâtres), N (restaurant), PS (parking en sous-sol).

Accessibilité handicapés : Sans disposition particulière

L'immeuble n'est pas un IGH (Immeuble de grande hauteur)

Un plan est fourni à titre indicatif en annexe 3



1. OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet une mission de surveillance des contrôles de connaissances écrits organisés par la Direction de l'Enseignement de Télécom Paris.

1.2. Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, l'objet du marché ne permettant pas d'identifier des prestations distinctes conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique (CCP).

De plus, conformément à l'article L2113-11 du CCP, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

En effet, s'agissant de prestations homogènes elles nécessitent l'intervention d'un interlocuteur unique pour la bonne exécution du marché.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et son annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU),
- Annexe 2 : Détail quantitatif estimatif (DQE)
- Annexe 3 : Bilan des surveillances pour l'année 2023/2024
- Annexe 4 : Pour information - un plan et la numérotation des pièces du bâtiment.
- Annexe 5 : DC4 à fournir en cas de sous-traitance au dépôt du dossier de réponse
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.P.),

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS),
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commandes.

3 DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécution de l'ensemble des prestations sont ceux référencés à l'article 4 ci-après.

4 PRESTATIONS & CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Descriptif des prestations

4.1.1 Calendrier prévisionnel

La prestation concerne les contrôles de connaissances écrits qui devront se dérouler dès notification prévue au 2 mai 2025.

Les sessions se dérouleront chaque année scolaire.

Les contrôles de connaissances de Telecom Paris sont principalement organisés en semaine de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00.

4.1.2 Déroulement d'un contrôle de connaissances

Le taux d'encadrement pour la surveillance des contrôles de connaissances est fixé à 1 surveillant par groupe de 25 élèves (maximum). Si le nombre d'élèves par salle est supérieur à 25, alors le nombre de surveillants sera proportionnel par tranche de 25.

a) 1/2 heure avant le début de l'épreuve, le surveillant doit :

- doit se présenter dans les bureaux de la Direction de l'Enseignement afin de signaler sa présence et,
- retirer auprès du coordinateur des études en charge du contrôle de connaissances : le sujet, les copies sur lesquelles composeront les élèves, les feuilles de brouillon, ainsi que les consignes spécifiques liées au bon déroulement de l'épreuve et document destiné à établir le procès-verbal.
- configurer la salle et disposer les tables lui permettant d'assurer au mieux la surveillance de chacun des élèves,

b) Au début de l'épreuve : le surveillant doit :

- faire émarger chacun des élèves sur une feuille de présence, en contrôlant son identité, et lui remettre une copie pour composer avec le sujet retourné,
- assurer une surveillance active et le bon suivi des consignes,
- éviter les fraudes de toutes sortes.

c) En fin d'épreuve, le surveillant doit sur ½ heure :

- collecter les copies (même vierge), en vérifiant que les élèves ont bien inscrits leurs nom & prénom
- faire signer chaque élève à la remise de sa copie (même si vierge),
- compter le nombre de copies et vérifier ce nombre par rapport à la liste des signatures, classer les copies par ordre alphabétique,
- rédiger et signer un procès-verbal dont l'objet est de notifier l'ensemble d'évènements qui ne sont pas autorisés ou qui pourraient avoir perturbé le bon déroulement du contrôle de connaissances, ou encore le non-respect des consignes indiquées aux élèves avant le contrôle,
- remettre aux coordinateurs des études en charge de la permanence des contrôles, un dossier comprenant :
 - les copies des élèves,
 - le reliquat des sujets et copies,
 - le procès-verbal.
 - la liste d'émargement « présences et remise des copies »

Le surveillant peut remettre à l'enseignant chercheur responsable du contrôle de connaissances, les copies des élèves ; dans ce cas-là, le surveillant fait signer à l'enseignant-chercheur une décharge sur le procès-verbal indiquant la remise des copies (avec indication de l'heure de remise des copies). Les autres documents doivent être adressés au coordinateur des études en charge du contrôle.

Si le contrôle ne nécessite pas de ramassage de copie, la durée ajoutée en fin de contrôle passe à 15 minutes.

d) Dans le cas de « fraude » :

Dans le cas d'une fraude, le surveillant doit déclarer dans le procès-verbal la nature de la fraude, le nom des auteurs et relater le déroulement des évènements.

Si une fraude a été constatée, pendant ou après le contrôle de connaissances (par exemple, lors de la correction) et que celle-ci conduit à devoir réorganiser l'examen, le surveillant coordinateur des surveillants se charge de remettre à disposition de l'Ecole un surveillant pour l'organisation du nouveau contrôle.

4.1.3 Descriptif des modalités de coordination avec l'entreprise pour la réalisation des prestations

Le coordinateur des études, responsable de la coordination des contrôles de connaissances, invite le prestataire sur un outil partage en continu afin de fonctionner sur les mêmes données en temps réel :

- un tableau récapitulatif de toutes les séances prévues de contrôles de connaissances (jours, horaires, salles, coordinateur du contrôle, nombre d'élèves à surveiller par séance, temps de présence des surveillants, bilan récapitulatif des heures de surveillances par mois/ année, règles de bonne conduite,...),
- le nombre de surveillants nécessaires sont affichées par mois.

En fonction de ce calendrier, le prestataire :

- se charge de répartir les surveillants par épreuve en tenant compte du nombre d'élèves à surveiller et d'ajuster le nombre de surveillants à prévoir,
- s'engage à fournir **au plus tard 5 jours avant le début de chaque période de contrôle** le tableau récapitulatif complété avec les noms de chacun des surveillants qui assureront la surveillance des épreuves.

Telecom Paris pourra, en fonction du nombre de contrôles se déroulant sur la même tranche horaire, demander au prestataire la mise à disposition d'un coordinateur des surveillants. Le prestataire devra désigner et communiquer au coordinateur des études, responsable de la coordination des contrôles, **un coordinateur des surveillants** qui interviendra. Le coordinateur des surveillants se chargera de :

- transmettre le tableau récapitulatif, visé ci-dessus,
- veiller à la bonne répartition des surveillants dans les salles, s'assurer de la bonne prestation de chacun d'entre eux.
- Remplacer les surveillants en cas de besoin ou de manquements (installation des salles et surveillances).

Les coordinateurs des études en charge de la permanence le jour des examens, assureront des missions de contrôle pour s'assurer de la bonne exécution de la collaboration présente.

4.1.4 Planification prévisionnelle annuelle

Estimation (sur la base de la réalisation moyenne) du nombre d'heures et de surveillants. Les nombres d'heures ci-après s'entendent comme étant les nombres d'heures des épreuves proprement dites (temps pendant lequel les élèves composent) auxquelles s'ajoutent la demi-heure avant et après (ou 15 minutes) les épreuves.

Bilan annuel des surveillances 2023/2024 d'Août 2023 à Juillet 2024 25 TPT 002 M							
	nombre d'examens avec surveillants	nombre de surveillants	nombre de surveillants coordinateur	durée totale de surveillance en heures	durée totale de coordination de surveillance en heures	durée totale de surveillance en heures	dont nombre de surveillance les samedis
août sept 23	10	17	1	38,50	2,25	40,75	0
oct-23	5	8	0	23,00	0	23,00	2
nov-23	41	145	6	474,75	25	499,75	0
déc-23	8	11	0	31,50	0	31,50	0
janv-24	48	87	1	273,75	2,5	276,25	0
févr-24	44	67	0	207,65	0	207,65	0
mars-24	19	26	0	72,50	0	72,50	0
avr-24	63	101	4	313,72	8	321,72	0
mai-24	9	18	0	48,50	0	48,50	0
juin-24	55	112	4	328,57	13,5	342,07	0
juil-24	2	2	0	4,25	0	4,25	0
TOTAL	304	594	16	1 816,69	51,25	1 867,94	2

4.2 Conditions d'exécution des prestations

4.2.1 Bons de commande

Le marché est un marché à bons de commande avec un montant maximum au sens des dispositions du code de la commande publique et tel que défini à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

Le marché est exécuté par émission de bons de commande successifs, selon les besoins.

Ils comportent obligatoirement les indications suivantes :

- la référence du marché
- la désignation des prestations commandées
- la quantité souhaitée
- les prix unitaires H.T. tels qu'ils figurent dans le Bordereau des Prix et/ou catalogue
- le montant total H.T
- le montant total T.T.C
- la date d'envoi.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix du BPU et du catalogue du titulaire.

Des prestations complémentaires au bordereau de prix peuvent être commandées sur le catalogue que le candidat remettra à l'appui de son offre.

Ce catalogue peut être mis à jour par le titulaire en cours d'exécution du marché. Pour ce faire, il doit en transmettre soit un exemplaire papier à l'adresse indiquée à l'article 5.1.2 du CCP, soit un exemplaire sur format électronique à l'adresse internet communiqué au titulaire dès la notification du marché.

Télécom Paris bénéficie sur tout nouveau catalogue des mêmes avantages tarifaires que ceux figurant dans l'offre initiale du titulaire.

4.2.2 Lieu de livraison ou de réalisation

Les prestations sont à réaliser dans les locaux de Télécom Paris : 19 place Marguerite Perey – 91120 Palaiseau.

4.3 Vérification et admission des prestations

Les dispositions des articles 22 à 25 du C.C.A.G/F.C.S. sont applicables en matière de surveillance, de constatation de l'exécution des prestations.

4.3.1 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité indiquée dans le marché.

4.3.2 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du marché.

4.3.3 Opérations de vérifications

Le titulaire ou son représentant assiste à la livraison ou à l'exécution du service. L'absence du titulaire ou de son représentant ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Elle peut notifier au titulaire sur le champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 4.3.4 ci-après.

Le délai qui est imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision est de 8 heures à compter de la date de livraison ou de la fin d'exécution des prestations.

4.3.4 Décisions après vérification

4.3.4.1 Vérifications quantitatives :

Si la quantité fournie ou la prestation de services effectuée n'est pas conforme aux stipulations du marché, le titulaire dispose d'un délai de 8 heures à compter de la décision de rejet pour reprendre l'excédent fourni ou compléter la livraison ou achever la prestation.

4.3.4.2 Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification, la personne représentant le pouvoir adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai prévu au 4.5.3 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

1) Lorsque la personne représentant le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures ou des services pourraient être admis moyennant certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un délai de 8 heures après avoir effectué ces mises au point. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 8 heures.

En cas de refus ou de silence du titulaire dans ce délai les fournitures ou services peuvent être admis avec réfaction ou rejetés dans les conditions fixées à l'article 25 du CCAG-FCS. La décision doit alors intervenir dans un délai de quinze jours ; le silence de la personne représentant le pouvoir adjudicateur dans ce délai vaut décision de rejet.

2) Lorsque la personne représentant le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures ou des services ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

3) Lorsque la personne représentant le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ou les services ne peuvent être admis en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant a été convoqué pour être entendu. Ces décisions sont motivées.

5 MODALITES DE REGLEMENT ET DE VARIATION DES PRIX

5.1 Modalités de règlement des comptes

5.1.1 Présentation des factures et modalités de transmission des factures

Pour chaque commande, à l'issue de la réception et de l'admission des prestations par Télécom Paris, le titulaire émet une facture afférente au paiement de celles-ci.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché
- la référence du bon de commande
- le nom et l'adresse du créancier

- le numéro du compte bancaire à créditer
- la désignation de chacune des fournitures ou prestations livrées
- le prix unitaire H.T.
- les quantités
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C.
- la date d'établissement de la facture

Il sera établi une facture par bon de commande.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'État français s'est engagé pour la **dématérialisation du traitement de ses factures**. Une solution informatique gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire afin de transmettre ses factures sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail est **obligatoire depuis le 1er janvier 2020**.

Les factures adressées à Télécom Paris devront comporter les informations suivantes :

Le numéro de SIRET : **180 092 025 00162**

Le code service : **TP_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**

Le numéro d'engagement : **Numéro du bon de commande en respectant le format EJ/B/AAAAxxxxxxx**

Toutes les factures reçues papier seront automatiquement retournées et par conséquent non traitées.

Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à l'adresse de facturation indiquée à l'article ci-dessous.

5.1.2 Adresse de facturation

Télécom Paris
Division Finances
19 place Marguerite Perey
91120 Palaiseau Cedex

5.1.3 Délais de paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la part du marché dont il assure l'exécution (art. 115 du code des marchés publics).

5.1.4 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

5.1.5 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est :
Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 place Marguerite Perey
91120 Palaiseau

5.2 Variation des prix

Les prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires sont fermes la première année.

Ensuite le prix unitaire par jour de surveillance et par tranche de 25 candidats prévu au marché est révisable annuellement sur le barème du titulaire.

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, **par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau barème dans un délai minimum de 2 (deux) mois avant la date anniversaire du marché.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, le marché à la date de changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation des prix supérieure à 3% par an.

6 AVANCE

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sauf refus du titulaire exprimé à l'acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions réglementaires. (article R. 2191 et suivants de la commande publique).

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant de la commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %, toutes taxes comprises de ce même montant. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance peut, également, être versée, sur leur demande (cf. acte de sous-traitance), aux sous-traitants de premier rang, lorsque le montant prévisionnel des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000 € HT. Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Si la sous-traitance intervient après la conclusion du marché, le paiement de l'avance au sous-traitant est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Par la suite, les modalités de versement et de remboursement applicables sont identiques à celles décrites précédemment.

7 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas d'impossibilité de réaliser la prestation, Télécom Paris se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité.

Dans le cas où le nombre de surveillants présents à l'épreuve ne serait pas respecté, Télécom Paris pourra appliquer des pénalités calculées de la façon suivante :

$$P = V \times R$$

P= montant de la pénalité

V= prix unitaire d'un surveillant par jour

R= nombre de surveillants manquants

8 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du maître d'ouvrage.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du marché.

9 ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

10 RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE

10.1 Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS visé à l'article 2 du présent CCP.

Toutefois Télécom Paris se réserve également la possibilité de résilier le marché dans les conditions suivantes :

- Manquement du titulaire du marché sur tout ou partie des responsabilités qui lui incombent (qualité de la prestation, respect des règles d'hygiène et de sécurité, satisfaction du client),
- Non-respect des horaires et de l'organisation convenus avec les services concernés de Télécom Paris.

Télécom Paris pourra alors résilier le marché, sans versement d'indemnité.

10.2 Litige

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

10.3 Election de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

11 DEROGATION

Il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCP	CCAG-FCS
7	Article 14.1